



ASIE/INDONESIE - Un cercueil au milieu d'une manifestation : menaces transversales des islamistes à l'encontre du gouverneur chrétien

Djakarta (Agence Fides) – Un cercueil qui procède majestueusement au sein d'une manifestation. C'est par le biais de cette menace voilée que les militants islamistes ont intensifié leur campagne destinée à obtenir la démission du gouverneur chrétien du sub-district de Lenteng Agung, dans l'ouest de Java. Comme cela a été indiqué à Fides, l'opposition à l'encontre de Susan Jasmine Zulkifli est exclusivement basée sur sa foi. Différentes formations islamistes ont organisé des protestations au cours de ces derniers jours et ont lancé une pétition demandant au gouvernement fédéral de la soulever de ses fonctions.

Lors de la dernière manifestation en date, plus de 600 militants brandissaient notamment de nombreux drapeaux jaunes, symboles de mort et de maladie. Ainsi que Fides a pu l'apprendre, Nasrullah, le coordinateur de la manifestation, a déclaré : « Ceci est un symbole de la mort de la conscience de l'administration de Djakarta, qui refuse d'écouter nos requêtes ». Selon les chrétiens, le cercueil est, en revanche, une menace de mort évidente contre le gouverneur Susan Jasmine Zulkifli.

La femme a été promue en juin par Joko Widodo, gouverneur de Djakarta, qui, ces derniers jours, a remarqué : « Je fais mes choix sur la base du mérite, sans considérer la religion ». Le vice gouverneur du district de Djakarta, l'un des plus importants de l'ensemble de l'Indonésie, est Basuki Tjahaja Purnama, lui aussi chrétien.

La question est arrivée sur le devant de la scène nationale, le Ministre fédéral de l'Intérieur, Gamawan Fauzi, en arrivant même à se déclarer « d'accord avec les manifestants » en ce que « la fonctionnaire chrétienne n'est pas bien accueillie par la majorité de la population », de religion musulmane. Hamdan Rasyid, responsable du Conseil des ulémas indonésiens à Djakarta, déclare lui aussi que « la présence de Susan Jasmine Zulkifli risque d'exacerber les tensions ». En réponse, les chrétiens invitent à relire la constitution qui prévoit le pluralisme et l'égalité des citoyens dans l'esprit du pancasila (les cinq principes de base de l'Etat). Ils demandent en outre à ce que la dispute ne soit pas transformée en une « querelle confessionnelle » et à ne pas instrumentaliser la religion à des fins politiques, attendu que, dans l'exécution des devoirs d'un officier ministériel, l'élément religieux ne doit pas être pris en compte. (PA) (Agence Fides 08/10/2013)